

## La voix de l'opposition de gauche

Lettre commentée d'intellectuels « *politiquement corrects* ».

(source : lemonde.fr le 21 décembre 2011)

**Le 25 décembre 2011**

(Texte commenté en bleu par Tardieu Jean-Claude)

**Titre : Remédions à la fracture culturelle française !**

par Rony Brauman, Philippe De Lara, Alain Finkielkraut, Marcel Gauchet, Jean-Luc Gréau, Catherine Grémion...

*L'élection présidentielle, nous en approchons au milieu d'une inquiétude collective et d'une confusion que les hommes politiques devraient avoir à coeur de dissiper pour que leurs propositions aient une base crédible. Cette nécessaire clarté, avant d'être celle des faits et des chiffres, doit être celle du cadre de pensée qui leur donne sens. C'est à une telle clarté, dans la manière d'aborder certains problèmes qui nous inquiètent tous, que nous voudrions contribuer.*

L'action précède le verbe.

Le philosophe ne fait qu'interpréter le monde à partir de l'idée qu'il s'en fait, alors que le marxisme part des faits pour l'interpréter puis le transformer. Cette définition étant rappelée dans cette introduction pour ce qui concerne la philosophie, dès lors prétendre apporter de la « *clarté* » à la compréhension du monde dans lequel nous vivons relève d'un exercice d'illusionniste ou du charlatanisme, dont « *le cadre de pensée* » est celui de la pensée unique soumis au capitalisme.

Ce n'est pas un « *cadre de pensée* » qui « *donne sens* » aux faits, mais les faits selon qu'on se les représente à travers le prisme déformant de notre inconscience tels des abstractions, ou qu'on se les représente à travers leurs rapports réciproques comme les produits de rapports sociaux déterminant l'ensemble des rapports existant dans la société.

A propos de la crise des dettes souveraines et de l'Europe, on entretient la confusion en prétendant que l'on va surmonter la crise financière en renforçant de manière précipitée la "gouvernance" européenne pour resserrer la discipline budgétaire, comme si c'était une réponse à la tension entre l'unité monétaire et les écarts séparant les économies réelles. Ce réflexe des responsables de l'Union (toujours en train de "sauver l'Europe") est d'un style bien connu, trop connu : la fuite en avant, l'avancée à l'aveugle, la décision selon la conjoncture. Une telle absence de recul ne permet guère de prévoir les effets, elle explique qu'on ait négligé l'hétérogénéité de la zone euro et longtemps ignoré le danger des bulles spéculatives : nous en payons maintenant le prix.

Les signataires de cette lettre ne sont pas opposés à la construction européenne, ils réclament seulement de la part de la zone euro davantage d'« *hétérogénéité* » et de prendre son temps pour y parvenir.

On aura compris qu'ils interviennent là non pas en opposants, mais en conseillers des dirigeants européens dans lesquels ils se reconnaissent.

Au lieu de bâcler un nouveau traité, on aurait donc intérêt à distinguer les étapes. D'abord couper les ailes de la spéculation, obtenir des liquidités sans passer par les banques privées, par emprunts dans le public ou bien à travers la Banque centrale européenne (BCE) : manière d'apurer le passif dû à la mise en oeuvre de traités incohérents. Après cela, par ailleurs, on devrait entreprendre la révision de l'architecture de l'Union. Ce qui suppose de sérieuses délibérations, d'autant plus qu'il s'agit de rompre avec la routine des "acquis" et d'asseoir une légitimité démocratique sur les attentes des peuples : que veulent de l'Europe les peuples d'Europe ?

Ils n'ont pas compris que toutes les économies capitalistes étant à la fois intégrées au capitalisme mondial et en concurrence entre elles, pour conserver son rang et défendre ses intérêts sur le marché mondial chaque capitaliste doit adopter à son tour les règles fixées par le capitalisme dominant.

Notez bien qu'ici que toute référence à l'Etat ou à la nation a totalement disparu ou est devenue obsolète, les capitalistes les plus puissants ont acquis un tel pouvoir qu'ils estiment possible de nos jours de se passer de toute réglementation qui serait une entrave intolérable à leur enrichissement infini. Ils ont pris le pouvoir sur les Etats, et ce sont eux qui leur dictent la politique qu'ils doivent appliquer.

Dès lors toute discussion portant sur la « *légitimité démocratique* » des peuples ou toute perspective politique conforme aux besoins à la majorité de la population des peuples doit poser comme préalable ou condition pour être sérieuse, l'abolition des privilèges des banquiers et des capitalistes les plus riches, autrement dit leur expropriation sans rachat ni indemnité.

Ces intellectuels n'ont pas compris non plus ou refusent de comprendre, que l'Union européenne a été conçue sur une base purement mercantile dans le but d'aboutir à une plus grande concentration du capital dans tous les secteurs d'activité de façon à ce qu'une poignée de capitalistes gouvernent le monde, tandis que les plus faibles seraient évincés et les masses laborieuses réduites en esclavage.

Cet objectif est incompatible avec l'existence même à l'état formel de la démocratie. Et si on ne prendra pas la défense de la démocratie ou des Etats, c'est précisément parce que c'est ce cadre qui a favorisé l'évolution du capitalisme au cours de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à l'étape actuelle de la barbarie telle qu'elle s'exprime dans le monde.

On pourrait nous rétorquer que c'est aussi dans ce cadre que la lutte des classes s'est développée et que les travailleurs ont obtenu des droits sociaux, tout en demeurant solidement enchaînés au capitalisme il faut toutefois préciser, au point même d'avoir été incapable de concevoir une issue politique qui rompt avec ce système économique pour avoir refusé d'admettre ou de comprendre, qu'en privilégiant les avantages que l'on pouvait tirer des rapports sur lesquels reposait la démocratie bourgeoise, on a contribué à renforcer la dépendance des travailleurs envers un régime (antidémocratique) qui leur était fondamentalement hostile, au lieu de les aider à briser ou dépasser ce cadre en situant leur combat dans la perspective de le renverser pour conquérir leur émancipation, on les a désarmés théoriquement et politiquement en les enfermant dans un cadre qui à terme devrait disparaître d'une manière ou d'une autre.

Et c'est là qu'on se rend compte à quel point les dirigeants des partis ouvriers ont failli, ils se sont évertués à défendre l'existence d'un cadre politique favorable au capitalisme au lieu de situer leur stratégie au-delà de ce cadre, pendant que les représentants du capitalisme oeuvraient à son dépassement, à sa liquidation, aidés en cela par ceux qui voulaient le sauver, qui au lieu d'œuvrer également à sa disparition mais dans une toute autre perspective, s'épuisaient à entretenir l'illusion d'un retour vers un passé révolu, ce qu'exprime également à leur façon ces intellectuels qui

voudraient demain voir jouer un rôle à l'UE et à la BCE pour lesquels ils n'ont pas été programmés ou qui correspond à un stade de l'évolution du capitalisme appartenant définitivement au passé.

L'Union européenne est un des moyens politiques au service d'une politique globale qui s'inscrit dans la perspective d'un Nouvel ordre mondial conçu depuis des lustres par les dirigeants des grandes banques américaines.

La même culture du stress et des nécessités immédiates, la même confusion entre le structurel et le conjoncturel portent à ne voir le système économique et social national qu'à travers ses déficits budgétaires et commerciaux. Certes des "redéploiements" sont nécessaires dans nos manières de produire comme dans notre solidarité, mais il n'y a aucune chance qu'on y parvienne si l'on ne se donne pas des marges de manoeuvre. C'est pourquoi la priorité est d'alléger la pression concurrentielle extérieure. Ceux qui prennent des allures de moralistes sans se soucier des moyens d'affronter les difficultés qu'ils signalent se condamnent à échouer, donc à retourner leur veste ou à se crispier dans une posture : souffrance n'est pas vertu.

Ils voudraient faire tourner la roue de l'histoire à l'envers. Ils ne comprennent pas que le capitalisme en réalisant la socialisation des moyens de production à l'échelle mondiale ne fait que réaliser le but ultime du développement historique des forces productives, sauf qu'au lieu de le réaliser au profit de l'ensemble de la population, il le fait au profit d'une minorité de parasites qui monopolisent les richesses produites.

On comprend que personnellement la souffrance les effraie, on leur rappellera toutefois que c'est dans la souffrance que la femme enfante, et que la souffrance qui précède la libération est la première émotion que l'homme ressent en venant au monde. Ainsi la « *souffrance n'est pas vertu* », elle la précède dans le meilleur des cas, dans le pire elle est inutile, tout comme philosopher sur le sexe des anges...

Certains pensent que notre démocratie sans horizon historique peut progresser, "*s'approfondir*" en se détournant du citoyen associé à des projets pour flatter l'individu défendant son pré carré et titulaire de droits imprescriptibles (et concurrents de ceux du voisin) : à la santé, au logement, au confort, à l'air pur, à l'enfant, à toutes formes d'égalité... Mais de cette manière, réduite à un moyen pour satisfaire les individus, la politique - dont sondages et évaluations mesurent en continu le rendement - devient promesses trompeuses et divisions, avant déceptions.

Si j'ai bien compris ce paragraphe qu'il faut relier aux précédents pour comprendre ce qu'ils ont voulu dire, pour eux la défense de nos droits sociaux est incompatible avec les nations telles qu'elles existent, et ne peut se concevoir que dans le cadre de l'Union européenne une fois « *l'hétérogénéité* » de sa « *gouvernance* » réalisée.

L'individu au centre, c'est le libre choix instantané, donc le marché, c'est aussi, comme à l'école, la déstructuration des services publics, qui équilibrent droits et obligations, et plus généralement l'effacement de toute inscription institutionnelle. Un des résultats est de laisser l'individu seul, dans un espace sans balises, en proie à l'inquiétude, à la peur de l'échec et même au désarroi. Retrouver le politique, le sens du peuple, c'est instituer des formes de l'agir ensemble, non pas en concurrence mais dans un cadre et selon des rôles définis.

Ou l'art de brasser du vent, d'enfoncer des portes ouvertes ou de parler pour ne rien dire...

Pire, car ces intellectuels qui ne sont pas vraiment des adeptes de la lutte des classes, par « *retrouver le politique, le sens du peuple, (...) agir ensemble, non pas en concurrence mais dans un cadre et selon des rôles définis* » entendent l'union nationale derrière le Bonaparte de service.

Tout le monde célèbre la république, mais en se dissimulant la fragmentation non seulement sociale mais culturelle de nos territoires et de nos écoles. On est "*attaché à la laïcité*" mais les municipalités s'empêchent dans toutes sortes d'"*accommodements raisonnables*" avec des groupes qui affirment leur droit d'imposer chacun son mode de vie. Ce qui, pratiquement, fait une coquille vide de la laïcité qui était la prévalence des valeurs et des moeurs communes sur les particularités. Bornée par les communautarismes, rongée par le libertarisme et l'utilitarisme qui dominent, la culture commune est un tissu élimé.

On peut partager ce constat qui n'engage à rien, tant qu'au lieu d'aborder la « *fracture culturelle* » on n'aborde pas les choses plus sérieuses ou les questions de fond, par exemple la fracture sociale qui correspond à une amplification des inégalités et à la multiplication des injustices, dont l'Etat et le patronat sont les maîtres d'œuvre. C'est la misère sociale qui est à l'origine du communautarisme et de toutes les formes de discrimination, racisme, xénophobie, etc. thème que les auteurs de cette lettre n'aborderont pas évidemment.

Il ne s'agit donc plus de "*défendre la laïcité*", mais de redéfinir le commun national, en fonction de notre histoire aussi bien que de notre sociologie, en y faisant entrer de nouveaux partenaires. Sans une idée de la France que nous pouvons et devons faire, la régulation de l'immigration comme la politique scolaire continueront d'être incohérentes et inefficaces, soumises aux décisions opportunistes.

Tout cela pour en arriver à faire l'apologie de l'intérêt général sous le masque du « *commun national* » dans lequel devrait se fondre toutes les classes, l'union nationale en terme politique. On ignore ici ce qu'ils entendent par « *nouveaux partenaires* », s'agit-il d'une offre de service en direction de l'UMP ou du PS ou les deux à la fois ?

Décidément cet appel est fort mal rédigé pour ne pas dire illisible à certains endroits, à l'exception peut-être de ses rédacteurs qui ne s'en sont même pas rendu compte, c'est dire à quel point nous ne vivons pas dans le même monde et nous ne sommes pas faits pour nous comprendre. Le passage suivant est incorrect « *une idée de la France que nous (...) devons faire* », on conçoit, on fabrique, on produit une idée, on ne la fait pas. Bac + 10 pour finalement s'exprimer de cette manière, c'est lamentable, pathétique.

Beaucoup en ont le sentiment, malgré les efforts "*politiquement corrects*" pour que cela ne s'avoue pas : les bases de notre démocratie et de notre nation sont en cause. Les politiques auraient tort de croire qu'un trouble aussi profond peut être surmonté en restant dans la continuité, continuité de la gestion, de la tradition ou du progrès. Il nous faut envisager l'avenir comme une refondation.

A défaut de rompre avec le capitalisme, ces intellectuels se font réactionnaires, c'est imparable !

Finalement, ils procèdent de la même manière que Sarkozy et ses semblables, qui sous prétexte de voler au secours de « *notre démocratie et de notre nation (qui) sont en cause* », dénoncent ce qui en serait responsable, ce qu'ils appellent la « *continuité, continuité de la gestion, de la tradition ou du progrès* », autrement dit, les droits ou acquis sociaux et politiques qu'il nous reste encore.

La dernière phase pourrait très bien servir de slogan de campagne électorale à Sarkozy ou Hollande, puisque leur initiative ne s'inscrit pas dans la perspective d'une rupture avec le capitalisme.

**Les signataires de cette lettre parue dans Le Monde du 22 décembre 2011 :**

**Rony Brauman**, médecin et essayiste ;

**Philippe De Lara**, philosophe ;

**Alain Finkielkraut**, philosophe ;

**Marcel Gauchet**, philosophe et directeur d'études à l'EHESS ;

**Jean-Luc Gréau**, économiste ;

**Catherine Grémion**, sociologue ;

**Pierre Grémion**, sociologue ;

**Christophe Guilluy**, géographe ;

**Jean-Pierre Le Goff**, sociologue ;

**Pierre Manent**, philosophe ;

**Philippe Raynaud**, philosophe ;

**Paul Thibaud**, philosophe.